
Chambre des Représentants.

SESSION DE 1841 — 1842.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 4.

M. HYE-HOYS, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 263. | Par pétition non datée, Un grand nombre de chasseurs de Bruxelles et des environs demandent une loi pour réprimer le braconnage. |
| 2. | 271. | Par pétition datée de Gand, le 1 ^{er} janvier 1842, Le sieur Ch. De Schietere Caprycke, dit Maelstaepcle, adresse des observations sur les dispositions législatives concernant la chasse, et propose un nouveau projet de loi sur cette matière. |
| 3. | 341. | Par pétition datée de Ramezée, le 26 février 1842, Le baron De Vivario demande qu'il soit pris des mesures pour réprimer les abus du braconnage. |
| 4. | 618. | Par 3 pétitions datées de diverses communes, Plusieurs propriétaires et cultivateurs dans la province de Hainaut demandent qu'il soit pris des mesures pour empêcher le braconnage. — Concl. — Renvoi des pétitions qui précèdent à M. le ministre de l'intérieur, et dépôt au bureau des renseignements. |

5. 483. Par pétition datée de Malines, le 18 mars 1842,
Les demoiselles Jeanne-Marie et Marie-Barbe Bax, béguines, à Malines, demandent l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une somme de fr. 109, montant d'une rente viagère à charge du trésor, qui est due à chacune d'elles pour l'exercice de 1830.
6. 484. Par pétition datée de Louvain, le 18 mars 1842,
La demoiselle M.-T. Couvreur, béguine, à Louvain, demande l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une somme de fr. 363, montant d'une rente viagère à charge du trésor, qui lui est due pour l'exercice de 1830. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions à M. le ministre des finances.
7. 381. Par pétition datée de Bruges, le 2 mars 1842,
Les membres du bureau de bienfaisance de la ville de Bruges réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir du gouvernement l'autorisation d'accepter un legs fait en faveur de leurs administrés, par la dame Van Oye, veuve Maes.
8. 398. Par pétition datée du 9 mars 1842,
Le sieur Van Deurne, demande que la Chambre passe à l'ordre du jour sur la pétition précédente, du bureau de bienfaisance de la ville de Bruges, les tribunaux étant saisis de la question de savoir à qui doit être faite la délivrance du legs en question. — Concl. — Ordre du jour sur les deux pétitions.
9. 258. Par pétition datée de Petit-Thier, le 26 janvier 1842,
Les habitants des sections de Petit-Thier, Blanche Fontaine et Poteau, commune de Vieil-Salm, demandent que ces sections forment une commune séparée de Vieil-Salm. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
10. 482. Par pétition datée de Chapelle-St-Laurent, le 11 mai 1842,
Les habitants de Chapelle-St-Laurent protestent contre la vente projetée par l'administration communale, des biens appartenant à cette commune, et demandent que si ces biens doivent être vendus, ils le soient publiquement à l'enchère. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
11. 361. Par pétition datée de Bruxelles, le 26 février 1842,
Le sieur Jacquelart demande que la Chambre alloue au département des finances un crédit supplémentaire, pour que ce département puisse lui payer une somme de

- fr. 2,154-15, qui lui revient du chef du loyer, pendant les années 1835, 1836 et 1837, d'une maison contigue au ministère des finances. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
12. 326. Par pétition datée de Gand, le 20 février 1842 ,
Le sieur F. Kloth signale une prétendue soustraction d'une lettre qui a été affranchie à la poste de Gand, le 31 janvier 1842, et qui contenait un billet de banque de fr. 50. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics, avec demande d'explications.
13. 463. Par pétition non datée ,
Des habitants de Seloignes et de Villers-la-Tour (Hainaut) demandent une loi qui déclare que les possesseurs de terrains communaux, défrichés et clôturés par eux, en deviendront propriétaires, moyennant une rente à payer à la commune. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur, et dépôt au bureau des renseignements.
14. 295. Par pétition datée de Breedene, le 8 février 1842 ,
Des marchands et boutiquiers du hamceau de Slykene, commune de Breedene, se plaignent de ce que le sieur Declercq, conducteur des ponts et chaussées, y possède le monopole de la vente de toute sorte d'articles, et demandent que cet employé soit changé de résidence. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
15. 339. Par pétition datée de Louvain, le 22 février 1842 ,
Les membres du conseil général d'administration des hospices et secours de la ville de Louvain réclament de nouveau l'interprétation de l'art. 131, § 17, de la loi du 30 mars 1836, relatif à l'entretien des sourds-muets et des aveugles. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
16. 308. Par pétition datée de Bruxelles, le 17 février 1842 ,
Le sieur Obert demande que la Chambre lui permette d'administrer les preuves *des faits* avancés dans sa pétition du 16 février. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
17. 432. Par pétition datée de Ghistelles, le 3 mars 1842 ,
Les bourgmestre et échevins de l'arrondissement d'Ostende demandent que le domicile de secours soit dorénavant le lieu de naissance.
18. 434. Par pétition datée du 15 mars 1842 ,
Les bourgmestres des communes de la Flandre occiden-

tales demandent que la loi de 1818, relative au domicile de secours, soit interprétée en ce sens, *qu'à l'avenir le lieu de naissance ne pourra être remplacé comme domicile de secours que par la commune où le domicile conventionnel sera justifié, par un nouveau séjour consécutif de 4 ans, et par le paiement, pendant ce terme, de contributions de l'Etat, ou de contributions communales.*

19. 439. Par pétition datée de Barvaux, le 15 mars 1842 ,
Le conseil communal de Barvaux-sur-Ourthe adresse des observations sur la loi de 1818, relative au domicile de secours. — Concl. — Renvoi de ces trois pétitions à M. le ministre de la justice.
20. 518. Par pétition datée d'Etterbeék, le 18 avril 1842 ,
Le sieur Van Baerlen demande à être autorisé à plaider pour obtenir le remboursement de sommes que le sieur Hap, en sa qualité de bourgmestre d'Etterbeék, aurait reçues du gouvernement anglais du chef de prestations militaires qui, en 1814 et 1815, ont été faites par lui et d'autres habitants de cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
21. 603. Par pétition non datée ,
Les membres du bureau de bienfaisance de la commune de Sempst réclament l'intervention de la Chambre, pour que la députation permanente du conseil provincial les autorise à remplacer leur receveur. — Concl. — Comme la précédente.
22. 602. Par pétition datée d'Anvers, le 17 mai 1842 ,
La veuve Brems demande que sa cousine Rosalie Borginson, fille mineure et orpheline, qu'il lui est impossible de tenir plus longtemps chez elle, soit placée par le gouvernement dans une maison d'orphelins. — Concl. —
Ordre du jour.

M. SIGART, 2^e rapporteur.

23. 497. Par pétition sans date,
Le sieur Joseph Govers, de Borgerhout, demande que, pour l'indemniser de la perte de 125 hectolitres de grains, brûlés lors de l'incendie de son moulin, et qu'il a dû res-

tituer à l'État auquel ce grain appartenait, on lui accorde une partie de la mouture du grain pour la boulangerie militaire.

24. 535. Par pétition datée de Charleroy, le 22 avril 1842,
Le sieur Struelens, ancien militaire, renouvelle sa demande tendant à obtenir une augmentation de pension. — Concl. — Renvoi de cette pétition et de celle qui précède à M. le ministre de la guerre.
25. 569. Par pétition datée de Hoogstraeten, le 7 mai 1842,
Le sieur P.-J. Baert prie la Chambre d'ordonner qu'il soit donné suite aux demandes de places qu'il a adressées aux différents ministères. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
26. 573. Par pétition datée de Bruxelles, le 6 mai 1842,
Des membres de la Légion-d'Honneur demandent le paiement de l'arriéré de leur pension qui, depuis 1814, ne leur a pas été soldée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
27. 581. Par pétition datée de Vivegnies, le 10 mai 1842,
Le sieur Poncelet, propriétaire et bourgmestre à Vivegnies, demande une indemnité pour les pertes que lui a fait subir le département de la guerre en retirant de ses prairies les chevaux d'artillerie que ce département s'était, par contrat, engagé à y placer. — Concl. — Ordre du jour.
28. 590. Par pétition datée de Bruxelles, le 8 mai 1842,
Des membres de la Légion-d'Honneur réclament ce qui leur est dû en qualité de légionnaires de l'empire. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
29. 599. Par pétition sans date,
La dame Catherine Taris, veuve Servaes, demande que son fils Louis Servaes, soldat au 1^{er} régiment de chasseurs à pied, qui appartient à la partie du Limbourg cédée à la Hollande, obtienne son congé. — Concl. — Ordre du jour.
30. 607. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 mai 1842,
Le sieur Broglia père, ex-capitaine, renouvelle la réclamation qu'il a adressée à la Chambre, le 14 mars 1840, pour obtenir le remboursement de ce que lui ont coûté l'armement et l'équipement d'une compagnie de volontaires qu'il a formée en 1830.

- | Numéros
du
feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions | |
|-----------------------------|---|---|
| 31. | 640. | Par pétition datée de Pecq, le 30 juin, Le sieur Vidrequin, gendarme mis à la retraite, demande une augmentation de pension. — Concl. — Renvoi de cette pétition et de la précédente à M. le ministre de la guerre. |
| 32. | 615. | Par pétition datée de Stavelot, le 23 mai 1842, Le sieur Wigny soumet à la Chambre la décision que le conseil d'administration de la caisse de retraite a prise, sous la date du 12 mai 1842, relativement à sa demande de pension. — Concl. — Ordre du jour. |
| 33. | 630. | Par pétition datée de Maeseyck, le 26 mai 1842, Le sieur Reeren, ancien maître-tailleur au 1 ^{er} régiment de ligne, demande une pension pour infirmité contractée au service. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre. |
| 34. | 519. | Par pétition datée de St-Leger (Limbourg), le 29 mars 1842, Le sieur Petroment, fabricant de draps, demande que la loi qui établit des privilèges en faveur des fabricants de draps molletons, qui résident dans la partie cédée du Luxembourg, soit rapportée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur. |
| 35. | 525. | Par pétition sans date, Des cultivateurs de Trasegnies demandent à être dispensés de payer un droit pour leurs chevaux mixtes. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances. |
| 36. | 532. | Par pétition sans indication de date ni de lieu, Des bateliers et commerçants demandent que la réduction des droits de péage opérée sur la partie de la Sambre qui se dirige de Charleroy vers Maubeuge, soit étendue à la partie qui va de Charleroy à Gand. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur. |
| 37. | 540. | Par pétition datée de Beauraing, le 22 avril 1842, Le sieur Van der Straeten, sous-inspecteur des eaux et forêts, demande que, lors de ses tournées, il soit dispensé de payer les droits de barrière pour son cheval. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances. |
| 38. | 622. | Par pétition sans indication de date ni de lieu, Quelques fabricants de papiers renouvellent la demande qu'ils ont adressée à la Chambre afin d'obtenir réciprocité de droits sur l'entrée de papiers étrangers, et exemption de droits à l'importation des toiles métalliques. |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

39. 629. Par pétition datée de Bruxelles, le 29 mai 1842,
Plusieurs maîtres tapissiers demandent que l'on frappe d'un droit plus élevé et au poids, les objets d'ameublement confectionnés à l'étranger.
40. 609. Par pétition en date du 24 mai 1842,
Des fermiers et cultivateurs des communes de St-Vaast, Strey et Trevières demandent qu'il soit pris des mesures pour la répression du braconnage.
41. 354. Par pétitions sans date,
Plusieurs propriétaires des provinces de Liège, Namur, Luxembourg et Limbourg proposent à la Chambre de modifier la législation actuelle sur la chasse.
42. 336. Par pétition en date du 5 février 1842,
Plusieurs propriétaires des provinces de Liège et de Namur demandent des mesures répressives des abus du braconnage. — Concl. — Renvoi des cinq pétitions qui précèdent à M. le ministre de l'intérieur.
43. 595. Par pétition datée de Leuze, le 18 mai 1842,
Le sieur Emile Floury, marchand de vin, liquoriste, demande que l'arrêté royal en date du 20 octobre 1837, qui a ordonné son expulsion du royaume, soit rapporté, ou qu'on lui accorde provisoirement un permis de séjour de 6 mois. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice.

M. ZOUDÉ, 3^e rapporteur.

44. 39. Par pétition en date du 19 novembre 1839,
Le sieur Nicolas Rosset, d'Arlon, propriétaire de deux ardoisières dans la section de Martelange (partie cédée), demande que la Chambre maintienne le droit d'entrée des ardoises fixé par la loi du 24 janvier 1824, ne considérant pas applicable à ses produits le droit nouveau établi par la loi du 27 avril 1838. — Concl. — Renvoi aux ministres de l'intérieur et de la justice.
45. 289. Par pétition en date du 22 janvier 1842,
Des hôteliers et aubergistes de la ville d'Anvers demandent qu'une loi interprète les dispositions des lois relatives à la contribution personnelle et au droit de patente. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

| Numéros du feuilleton. | Numéros du registre des pétitions | |
|------------------------------|---|--|
| 46. | 603. | Par pétition datée de Floreffe, le 16 mai 1842, Le sieur Blavier, militaire congédié du service pour cause d'infirmité, demande une pension. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre, avec demande d'explications. |
| 47. | 379. | Par pétition datée de Bruxelles, le 12 décembre 1841, Les commissaires de police de plusieurs villes et communes du royaume demandent qu'il soit pris des mesures pour leur assurer une pension de retraite après un temps déterminé de service ou pour cause d'infirmités. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice. |
| 48. | 570. | Par pétition datée de St-Gilles-lez-Bruxelles, le 7 mai 1842, Des voituriers demandent la révision des lois concernant les barrières et les ponts à bascule. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics. |
| 49. | 637. | Par pétition sans date, Un grand nombre d'habitants de Waterloo, Gosselies, Rhode et Braine-L'Alleud, réclament une révision des lois concernant les barrières et les ponts à bascule. — Concl. — Comme pour la précédente. |
| 50. | 341. | Par pétition sans date, Le conseil communal de Chimay, les administrations communales de Virelles, Mazée, Neversée et Vierves, demandent une disposition qui garantisse aux concessionnaires de routes un intérêt de 3 p. o/o. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics. |
| 51. | 553. | Par pétition datée d'avril, Le conseil communal de Péronne-lez-Antoing présente des observations contre le projet d'établir des vannes de décharge en amont et près de l'écluse d'Antoing. — Concl. — Comme pour la précédente. |
| 52. | 500. | Par pétition en date du 12 mars 1842, L'administration communale et les habitants notables de Laroche, demandent la canalisation de l'Ourthe, depuis Laroche jusqu'à Liège. — Concl. — Comme pour la précédente. |
| 53. | 208. | Par pétition datée de Bruges, le 1 ^{er} janvier 1842, Le sieur A.-L. Declercq présente des observations sur un nouveau système de finances. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances. |
| 54. | 445. | Par pétition en date du 9 avril 1842, Le conseil communal de Verviers demande une loi qui |

ordonne le transfert au bureau des hypothèques de Verviers, de toutes les inscriptions non encore périmées ni radiées, existant à celui de Liège sur des biens situés dans les cantons d'Aubel, Herve, Spa, etc. — Concl. — Comme pour la précédente.

55. 82. Par pétition datée de Rousbrugghe-Haringhe, le 28 novembre 1840,

Le sieur L. Castryck-Thirry et compagnie, marchands de cendres de foyers, demandent que le droit de sortie sur cette matière, lequel est de fr. 50-30 par tonneau de mer, soit réduit à 1 fr. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
